



DEPARTEMENT
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT
de VALENCIENNES

-O-

OBJET :

Convention d'adhésion
au service mission intérim
du Centre de Gestion du Nord

Date de la
Convocation :

21 juin 2019

Date d'affichage :

21 juin 2019

Nombre de
Conseillers
Municipaux :

En exercice : 33
Présents : 21
Votants : 21 + 7 P

Vote :

Pour : 21 + 7 P
Contre : XX
Abstentions : XX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-sept juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Éric DULIEU, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, Michel LEFEBVRE, François LACROIX, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle LAGACHE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Pascal TONARELLI, Romain MERVILLE

Excusés : Virginie CARLIER, Laurence SALVA, Betty SOLOCH, Séga SOUMARE, Coraline KULCZYCKI

Absents : Mr WOJTOWICZ a donné procuration à Mr LEFEBVRE
Mr NOULIN a donné procuration à Mr LACROIX
Mr BALASSE a donné procuration à Mr DULIEU
Mme LOIRS a donné procuration à Mr MARCAILLE
Mr BRUNET a donné procuration à Mme CARBOULET
Mme ESTAQUET a donné procuration à Mr TONARELLI
Mr ZIATKOWSKI a donné procuration à Mme LAGACHE

Secrétaire de séance : Mme MATUSZEWSKI

Note de présentation :

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que les centres de gestion peuvent recruter des agents en vue de les affecter à des missions temporaires ou d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou encore de pourvoir à la vacance temporaire d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu.

Ces agents peuvent être mis à la disposition des collectivités affiliées et non affiliées à titre onéreux, conformément à l'article 22 (alinéa 6 de la loi n° 84-53) et par convention.

Délibération :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu la loi n°2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, désigne les centres de gestion comme les principaux interlocuteurs des collectivités et établissements pour la mise à disposition de personnel intérimaire ;
- Vu l'avis du comité technique en date du 13 juin 2019 ;
- Considérant que pour assurer la continuité du service, le cas échéant, Monsieur le Maire propose d'adhérer aux services de la mission d'intérim territorial mise en œuvre par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et présente la convention type à partir de laquelle les demandes de dispositions de personnel à titre onéreux pourront être adressées au Cdg59.

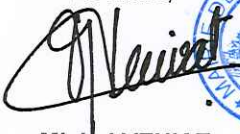
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ÉMET	un avis favorable de principe pour le recours au service de remplacement proposé par le du Centre de Gestion du Nord.
APPROUVE	le projet de convention tel que présenté par Monsieur le Maire,
AUTORISE	Monsieur le Maire à signer cette convention avec Monsieur le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord,
AUTORISE	Monsieur le Maire à faire appel, le cas échéant, aux services de mise à disposition de la Mission d'intérim territorial du CdG59,
PRÉVOIT ET INSCRIT	les dépenses nécessaires, liées à ces mises à dispositions de personnel par le CdG59 au Budget.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT



Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du 12/07/19.....

par sa publication en date du 16/07/19.....

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.